**Rapport final**

**5ème atelier annuel de la plateforme Sustainable Energy for All en Afrique**

**Siège EDP, Lisbonne, Portugal**

**04 mai 2018**

[Le 5ème atelier annuel de la plateforme Sustainable Energy for All en Afrique](https://www.se4all-africa.org/5th-annual-seforall-africa-workshop/) a été organisé par la Banque Africaine de Développement, qui accueille la plateforme SEforALL en Afrique, en partenariat avec la Commission de l'Union Africaine, l'agence du NEPAD et le PNUD, et en collaboration avec l'équipe mondiale de SEforALL au siège de la compagnie EDP à Lisbonne le 4 mai 2018, suite au [Forum SEforALL](http://seforallforum.org/). Le thème de l'atelier était : ***SEforALL en Afrique - Financement du pipeline***. La réunion a rassemblé plus de 70 participants, dont des points focaux de la plateforme SEforALL en Afrique, des représentants des centres régionaux et thématiques de SEforALL, des partenaires au développement, des institutions régionales, des organisations de la société civile et des représentants du secteur privé.

**Contexte**

Depuis sa création en 2013, la plateforme SEforALL en Afrique a soutenu directement et indirectement les processus SEforALL dans plus de 25 pays africains. L'initiative SEforALL en Afrique se trouve à un point critique où l'élaboration de programmes doit se traduire par des actions sur le terrain pour atteindre les objectifs du SDG7 et les objectifs climatiques.

Le 5**ème** atelier annuel de la plate-forme SEforALL en Afrique a donc mis l'accent sur la présentation des éléments essentiels pour mobiliser des financements en vue d'une mise en œuvre systématique de l'agenda de SEforALL en Afrique. Les prospectus d'investissement (PI), qui visent à faire correspondre les pipelines du projet SEforALL avec les sources de financement appropriées, ont été au centre des discussions.

Plus précisément, l'atelier visait à :

1. présenter les progrès de l'initiative SEforALL et des processus nationaux connexes en Afrique.
2. partager et examiner les principaux enseignements tirés du processus d’élaboration des PI et formuler des recommandations en vue d'une amélioration continue, d'une mise à jour et d'un processus de présentation des PI, afin d'assurer une mise en œuvre systématique des pipelines intégrés dans les PI.
3. commenter le rôle de la plateforme SEforALL en Afrique et des secrétariats nationaux SEforALL dans la coordination du processus SEforALL et la mise en œuvre des agendas d'action (AA) et des PI au niveau national pour atteindre de manière systématique les objectifs du SDG 7.
4. présenter les initiatives de la Banque Africaine de Développement et des autres partenaires au développement pour aider à combler le déficit de financement et faciliter la réalisation des objectifs de SEforALL.

**Résumé de la séance d'ouverture**

Dans son discours d'ouverture, M. Daniel-Alexander Schroth, conseiller du vice-président du complexe d’électricité, énergie, climat et croissance verte de la Banque Africaine de Développement a souhaité la bienvenue à tous les participants à l'atelier au nom du vice-président, M. Amadou Hott. Il a souligné le rôle de la Banque dans la transformation du secteur de l'énergie en Afrique par le biais des initiatives *Light up and Power Africa* - le nouveau pacte de la Banque sur l'énergie pour l'Afrique - et SEforALL, et plus particulièrement de la plate-forme SEforALL en Afrique, accueillie par la Banque Africaine de Développement et en partenariat avec la Commission de l'Union Africaine, l'agence du NEPAD et le PNUD. Il a en outre souligné l'importance d'une planification nationale intégrée pour atteindre les objectifs d'accès de manière efficace et efficiente et la pertinence des AA et des PI en tant que cadre d'une planification cohérente. Il a présenté les lignes directrices de l'atelier et a souligné en particulier l'importance d'un engagement solide dirigé par les pays - par l'intermédiaire des secrétariats SEforALL - pour coordonner les efforts d'accès à l'énergie au niveau national. Il a conclu en soulignant l'importance d'une collaboration étroite et honnête entre tous les partenaires et les parties prenantes pour atteindre l'objectif commun de l'accès universel à l’énergie.

Mme. Rachel Kyte, représentante spéciale du secrétaire général de l'ONU et PDG de SEforALL a noté les progrès réalisés par un certain nombre de pays d'Afrique de l'Est dans le domaine de l’accès à l’énergie, qui doit se reproduire dans d’autre pays, et a mis au défi la communauté des donateurs d'être moins réticente à prendre des risques, de déployer plus rapidement les ressources et de se concentrer davantage sur le soutien aux secteurs sous-financés, tels que la cuisine propre.

M. Andrew Herscowitz, coordonnateur de Power Africa, a souligné que des évaluations honnêtes sont un élément critique pour le succès des PI. Il a en outre souligné l'importance de faire réussir quelques transactions pour démontrer leur viabilité et attirer davantage d'investissements. Il a également souligné qu'il est important d'inclure à la fois les solutions sur réseau et hors réseau dans le bouquet énergétique et qu'un effort pour rendre les mini-réseaux commercialement viables est nécessaire pour atteindre avec succès les personnes qui, de manière réaliste, n'auront pas accès au réseau dans un avenir proche. Enfin, il a souligné la contribution de Power Africa dans l’accès à l’énergie en Afrique et l’utilité de l'outil de suivi des transactions qui devrait être lié au processus d’élaboration des PI.

M. Mosad Elmissiry, conseiller principal auprès du PDG du NEPAD, a noté avec satisfaction l'accent mis cette année sur la définition des éléments essentiels pour mobiliser des fonds pour la mise en œuvre systématique de l'agenda SEforALL en Afrique, car c'est le principal défi auquel l'Afrique est confrontée dans la réalisation des objectifs du SDG7. Il a souligné la nécessité pour la plate-forme SEforALL en Afrique d'aller au-delà du soutien aux pays développant des AA et des IP pour les aider à mobiliser les ressources nécessaires pour la mise en œuvre des projets et a appelé les partenaires à contribuer davantage au renforcement des opérations de la plate-forme pour être en mesure de remplir ce mandat. Il a également remarqué le rôle de l'équipe mondiale de SEforALL pour obtenir le soutien des partenaires.

M. Aliou Dia, chef de l'équipe régionale du PNUD, a souligné le rôle important de la plate-forme SEforALL en Afrique et a rappelé que l'énergie est l'un des domaines prioritaires pour le PNUD. Il a ajouté que l'accent doit être mis sur la réduction des risques pour attirer plus d'investissements du secteur privé. En outre, il s'est référé à l'initiative solaire pour la santé du PNUD pour mettre en évidence le rôle essentiel de l'énergie pour le secteur de la santé.

M. Atef Marzouk, directeur par intérim de la Commission Africaine de l'Energie (AFREC), a souligné l'engagement politique des pays africains à assurer l'accès universel à leurs populations, en faisant référence au plan stratégique et à l'agenda 2063 de l'Union Africaine et en soulignant l'importance d'exploiter les énergies renouvelables. Il a souligné de même la contribution que la plate-forme SEforALL en Afrique a apportée pour coordonner et soutenir les pays dans le cadre du processus SEforALL. Il a également mentionné que l’AFREC fête cette année son 10ème anniversaire et a souligné la création du système africain d'information et de base de données sur l'énergie (AEIS) en collaboration avec l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) et les ministres africains de l'énergie comme l'une des contributions les plus importantes de l'AFREC.

1. **Etat d'avancement du processus SEforALL en Afrique**

M. Schroth a fait le point sur les progrès de la plate-forme SEforALL en Afrique, en faisant référence aux recommandations issues du 4ème atelier annuel de la plate-forme SEforALL en Afrique en 2017. Il a souligné que 20 pays ont maintenant terminé leur programme d’AA, tandis que cinq sont en cours d'élaboration, et que huit PI sont finalisés et 18 sont encore en cours d'élaboration. Deux secrétariats SEforALL sont en cours d'établissement avec le soutien de la plate-forme africaine SEforALL au Kenya et en Tanzanie. Il a évoqué le partenariat récemment établi entre la plate-forme africaine, l’équipe mondiale de SEforALL et Power Africa pour améliorer la qualité des PI. Il a finalement présenté les domaines prioritaires pour le travail de la plate-forme dans les années à venir, à savoir : 1) amélioration des PI, 2) création de secrétariats nationaux SEforALL et 3) mobilisation du financement. En outre, la plate-forme SEforALL en Afrique continuera à fournir des orientations politiques, notamment pour assurer l'alignement des processus et des documents de SEforALL avec les initiatives de lutte contre le changement climatique et les programmes nationaux.

1. **Table ronde modérée - Prospectus d'investissement : aptes à l’archivage ou aptes au financement ?**

Le PI de SEforALL est un instrument destiné à accélérer les investissements dans le secteur de l'énergie en vue d'atteindre les objectifs de SEforALL en présentant des projets d'investissement concrets. Les PI doivent être des "documents vivants" avec une nature de base de données, où les projets sont évalués et ajoutés au pipeline d'investissement de façon continue. En outre, il faut un engagement actif, constant et dirigé par les pays dans la création et l'exploitation d'opportunités pour l’'appariement des projets avec des investisseurs potentiels. Dans ce contexte, la mise en place de secrétariats SEforALL fonctionnant correctement, en partenariat avec les partenaires au développement, est un élément clé du succès.

Dans ce contexte, le groupe d'experts a été invité à discuter les **questions clés suivantes** :

* Quels sont les éléments clés qu'un PI doit contenir pour bien informer les investisseurs ?
* Comment faire en sorte que le PI soit toujours à la pointe de l'actualité dans les secteurs de l'énergie et du changement climatique ?
* Comment les PI peuvent-ils être présentés de façon continue aux investisseurs potentiels dans les domaines de l'énergie et du changement climatique afin d'assurer une mise en œuvre systématique des pipelines du PI ?
* Quel rôle et quelles fonctions les secrétariats nationaux de SEforALL doivent-ils jouer pour soutenir ces processus ?
* Comment les PI peuvent-ils être alignés sur l'agenda climatique, en particulier sur les priorités des contributions déterminées au niveau national (CDN) ?

Le panel a été modéré par M. John Wasielewski (conseiller de Power Africa) et présidé par des représentants des secteurs public et privé, ainsi que des agences de développement et des agences régionales. Le secteur public était représenté par M. Faruk Yabo (directeur du département de l'énergie renouvelable et de l'accès à l'énergie rurale du Ministère fédéral de l'électricité, des travaux publics et du logement du Nigeria) et M. Robert Nyamwumba (directeur de la division de l'énergie au Ministère de l'infrastructure du Rwanda) - tous deux points focaux SEforALL dans leurs pays respectifs. La perspective du secteur privé a été défendue par Mme. Alexia Kelly (PGD d’Electric Capital Management) et M. Joseph Nganga (directeur régional d’Afrique de ResponsAbility Investments). M. Mahama Kappiah (directeur exécutif du centre de la CEDEAO pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique - l'un des principaux partenaires du Hub) a fait part de l'expérience de son institution en matière de développement et de mise en œuvre des PI en Afrique de l'Ouest. M. Felice Zaccheo (chef de l'unité Énergie durable et changement climatique DEVCO de la Commission Européenne) a représenté le point de vue des partenaires au développement au sein du panel d’experts.

Les **principaux résultats** de la discussion ont été les suivants :

**Il s’avère nécessaire d'améliorer la qualité des PI**. Les premiers PI n'avaient pas la qualité requise pour attirer des financiers (voir les points ci-dessous), mais des exercices plus récents ont haussé la barre en rapport avec le niveau de qualité (par exemple au Nigeria). Il est également nécessaire de fournir davantage de détails sur le cadre général de l'investissement au niveau des pays.

**Les PI doivent jouer un rôle d'agrégateur** en fournissant un pipeline de projets prêts pour les facilités de financement (par exemple, blending de l'UE, ElectriFI, Fonds Vert pour le Climat, etc.). Il y a également place à l'amélioration en termes d'élaboration des différentes options de financement disponibles pour les projets dans un pays donné (par exemple, banques locales, fonds de donateurs, facilités, financements mixtes, etc.).

**La perspective et les exigences du secteur privé doivent être prises en compte** lors de l'élaboration des PI. Les représentants du secteur privé ont noté que les PI ne fournissent pas suffisamment d'informations pour permettre aux investisseurs d'évaluer l’équilibre entre le risque et le rendement des projets, de comprendre le cadre tarifaire et les contraintes réglementaires, d'identifier les options de financement, le type de capital nécessaire et l'état du cycle de projet. Les PI doivent permettre une analyse équilibrée de l'évaluation de la récompense et de la reconnaissance du risque.

**Il est possible d'améliorer la sélection et l'identification des projets prioritaires pour le pipeline**: certains PI ressemblent davantage à une "liste d'achats" qu'à une liste restreinte basée sur la priorité et la stratégie. En outre, les projets contenus dans les PI devraient être à un stade de préparation qui les rend attrayants pour les investisseurs.

**Actuellement, les PI ne sont pas des "documents vivants"**. Les PI sont une image statique dans le temps dans un monde en constante évolution et ils manquent d’une analyse nuancée des dernières tendances du secteur. La nécessité de trouver des outils capables de capter les changements dans l'environnement et dans le secteur (par exemple, avec des bases de données) et le lien avec d'autres plates-formes (par exemple, IRENA Sustainable Energy Market Place, Power Africa Transaction Tracker) a été soulignée. Un participant a en outre suggéré d'utiliser des plates-formes de type "wiki" pour que les PI soient régulièrement mis à jour par les diverses parties prenantes.

**Appropriation, partenariat et orientation vers les résultats** : la préparation des PI ne doit pas consister en un processus de "cases à cocher" et doit également appartenir aux développeurs de projets et aux financiers. Un appel a été lancé en faveur d'une plus grande responsabilité et d'une plus ample appropriation des PI par toutes les parties prenantes dans le processus.

**Il est nécessaire d'assurer la mise en œuvre coordonnée des AA** ainsi que pour tous les partenaires de "s'en tenir au plan et faire des progrès" et d'institutionnaliser le processus, notamment par la création d'une unité/secrétariat d'exécution spécifique au niveau national.

1. **Réflexions et synthèse de la Banque Africaine de Developpement**

M. Joao Cunha a présenté les principales initiatives de la Banque Africaine de Développement qui peuvent contribuer de manière significative à la réalisation des objectifs de SEforALL en Afrique :

* La **Facilité pour l'Inclusion Energétique** (FEI) : une facilité d'emprunt de 500 millions de dollars pour des projets d'énergie renouvelable à petite échelle, y compris les systèmes solaires domestiques, les produits solaires commerciaux et industriels, les mini-réseaux et les petits producteurs d’énergie indépendants, qui sera opérationnelle au second semestre de 2018.
* Le **Fonds pour l'Energie Durable pour l'Afrique** (SEFA) : l'élargissement de SEFA en tant que plate-forme de démarrage de la Banque Africaine de Développement avec un accent accru sur l'investissement et un rôle plus important dans la prise de participations à haut risque dans les projets et les fonds.
* Soutien aux **fonds nationaux pour les énergies renouvelables** : promouvoir/investir dans des fonds nationaux pour les énergies renouvelables et mobiliser des partenaires financiers, y compris GCF et l'UE, ainsi que des investisseurs commerciaux/institutionnels locaux.
* Appui aux **programmes d'approvisionnement des producteurs d’énergie indépendants** : travailler avec les pays pour soutenir l'approvisionnement des producteurs d’énergie indépendants au niveau national à travers différentes technologies, y compris les mini-réseaux.
* **Off-Grid Revolution** : initiative pour aider les pays à structurer leurs programmes d'accès à l'énergie (par exemple, le programme hors réseau CIZO au Togo).
* L'**Africa Energy Market Place** (AEMP) : un dialogue tripartite de haut niveau entre les parties prenantes du secteur de l'énergie (gouvernement, bailleurs de fonds et secteur privé) qui se concentrera sur l'élimination des principaux obstacles aux investissements et l'accélération des transactions prioritaires.
* L'**initiative Desert-to-Power** : programme multipartenaires pour fournir l’accès à l'énergie à 250 millions de personnes en exploitant le potentiel solaire massif de la région du Sahel.
* Le **programme de développement du marché des mini-réseaux verts** (GMG MDP) : la phase II du programme a été lancée avec des services de conseil aux entreprises et d'assistance politique, de nouveaux produits du savoir et la conception d'un instrument panafricain de mise en œuvre de la FRB.

En guise de conclusion de l'atelier, M. Cunha a souligné que davantage de financement à grande échelle est encore nécessaire et que les PI, s'ils sont élaborés intelligemment, peuvent encore jouer un rôle déterminant dans la réduction de l'écart entre les objectifs primordiaux pour le secteur de l'énergie et le financement et la mise en œuvre effective des projets. Plus spécifiquement, la plate-forme SEforALL et les PI connexes devraient de se concentrer sur les obstacles suivants :

* **Mobilisation d'un plus grand nombre de ressources intérieures** - il existe d'importants capitaux non exploités au niveau national qui devraient être mobilisés pour la transformation du secteur de l'énergie. Cela comprend l'effet de levier des banques locales, des fonds "verts" nationaux, des investisseurs locaux, des investissements et des remises de la diaspora, etc. Les PI pourraient présenter aux investisseurs locaux/nationaux les différentes options de financement disponibles et servir de document de "pitch".
* **Mobilisation des investisseurs internationaux** - ceux-ci continueront à jouer un rôle clé dans le transfert de technologie et la mobilisation de capitaux (à des prix compétitifs). Les PI pourraient être utilisés comme un document " pitch " à l'égard des investisseurs locaux/nationaux.
* **Encourager les banques multilatérales de développement (BMD) à prendre plus de risques** - il est largement admis que les BMD ne jouent pas tout à fait leur rôle de catalyseur et se comportent davantage comme des banques commerciales plutôt que comme des institutions de développement. Les PI pourraient contribuer à lutter contre cette "aversion au risque" en démontrant, par des exemples concrets, comment les BMD pourraient débloquer d'autres investissements au niveau des projets.
* **Les pays doivent envoyer les bons signaux aux investisseurs** - alors que les investisseurs locaux/internationaux et les institutions financières sont censés faire plus, les pays doivent également jouer leur rôle en éliminant les obstacles techniques et juridiques et en adoptant des politiques progressistes, favorables aux investissements locaux et étrangers (cadres politiques, approvisionnement en énergie verte, etc.). Les PI devraient être plus explicites sur les "règles du jeu" ainsi que sur les processus de faire des affaires, afin d'aider les investisseurs dans leurs décisions.
* **L'état de préparation des pipelines** - le manque de possibilités d'investissement demeure l'un des plus grands défis à travers le continent africain. Les programmes intégrés devraient donner plus de visibilité aux projets qui ont de meilleures chances d'atteindre la bancabilité, mais aussi identifier les projets hautement prioritaires pour lesquels des capitaux de développement supplémentaires et un soutien à la préparation des projets sont nécessaires.
* **S'appuyer sur le succès** - il est important de ne pas être trop ambitieux lorsqu'il y a peu d'antécédents de participation du secteur privé dans le secteur. Les pays devraient plutôt se concentrer sur la conclusion de quelques accords pour démontrer leur viabilité et attirer davantage d'investissements. Les PI pourraient jouer un rôle clé dans la présentation de ces projets "modèles" et la mise en évidence des contributions requises de la part des différentes parties prenantes pour les clôturer financièrement.